

GOUVERNEMENT

Un remaniement partiel imminent

A en croire des sources généralement bien informées, le président de la République aurait finalement retenu de procéder à un remaniement ministériel partiel sans attendre que se tienne le congrès du Front de libération nationale (FLN). Le remaniement, imminent, avancent nos sources, poursuivrait de pallier la carence, flagrante, en matière de cohésion gouvernementale.



Photos : Samir Sid

Sofiane Ait-Ifilis - Alger (Le Soir) - Loin de lui donc l'idée de recomposer intégralement l'exécutif, le chef de l'Etat, aussi, n'aura pas jugé nécessaire d'engager préalablement, comme de coutume, les consultations, du moins avec les partis composant actuellement la coalition gouvernementale.

Le remaniement ministériel dont il est question n'altérerait, en somme, en rien l'ossature pesante de l'institution dirigée par Ahmed Ouyahia. Tout au plus, croit-on savoir, six portefeuilles ministériels changeraient de

titulaires. En l'occurrence, seraient concernés les départements du tourisme, la santé, la culture ainsi que les ministères délégués à la Ville, à la Communauté algérienne à l'étranger et à la Réforme économique.

Le président de la République, qui s'est engagé à conduire à terme et dans des délais raisonnables toute une série de réformes, aurait constaté le peu de dynamisme de ces ministères, ce qui, conséquence directe, aurait handicapé l'action gouvernementale dans son ensemble. Par les rectificatifs qu'il serait sur

le point d'apporter à l'exécutif, le chef de l'Etat voudrait surtout — il aurait senti non seulement l'impérieuse nécessité mais aussi l'urgence — recomposer un gouvernement dont les différents départements évolueraient sur un même rythme.

D'abord, car la décision présidentielle poursuivrait par ailleurs d'affranchir le gouvernement Ouyahia de l'emprise des querelles et des conflits qui, depuis plusieurs mois, opposent certains ministères.

A l'instar de la relation conflictuelle qu'entretient le ministre de la Culture à la

fois avec le ministre des Finances et du chef du gouvernement, ou encore de celle tout aussi conflictuelle qu'entretient le ministre délégué à la Réforme économique avec le ministre des Finances.

Ces conflits, faut-il le souligner, ne relèvent pas du secret de l'alcôve. Le ministre de la Culture et le ministre des Finances se sont échangé la critique par déclarations publiques interposées bien des fois, dont la dernière remonte au moment de l'examen de la loi de finances par le Sénat.

S. A. I.

SESSION D'AUTOMNE DE L'APW

Les députés MSP font leur bilan

Le groupe parlementaire du MSP au sein de l'Assemblée populaire nationale, de présidence Abdelhak Boumechra, a organisé, hier, une rencontre avec les représentants de la presse afin de dresser le bilan de la session d'automne. Le président du groupe MSP s'est également exprimé sur des questions politiques et économiques de l'heure.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les questions portant sur la réconciliation nationale et l'amnistie générale, deux sujets surmédatisés mais qui restent énigmatiques, étaient, bien entendu, les thèmes dominants de cette rencontre parlementaires/journalistes. "Nous considérons que ces deux projets sont une avancée positive que notre formation n'a eu de cesse de requérir. En ce qui concerne l'amnistie générale, nous estimons que l'idée en elle-même est bonne. Nous attendons que le président de la République définisse concrètement ce projet", affirmait Abdelhak Boumechra.

Selon lui, cette amnistie générale doit bénéficier à tous ceux qui ont été touchés durant la décennie noire "les terroristes autant que les victimes". "Ce projet d'amnistie doit prendre en compte l'état psychologique des victimes du terrorisme. Il n'est certes pas facile de pardonner au meurtrier d'un de ses proches. Les assassins doivent également reconnaître leurs crimes."

Abdelhak Boumechra soulèvera également le cas des "commanditaires du terrorisme", un sujet qui, d'après lui,

reste un véritable mystère. "Au jour d'aujourd'hui, nous ne savons pas encore qui étaient ces commanditaires."

Les différents textes gracieux les terroristes, notamment celui de la Rahma, définissent les terroristes comme étant des personnes abusées ou trompées (mougharar bihim), expliquera-t-il.

Pour le président du groupe parlementaire du MSP, les deux projets "phares" du programme de Abdelaziz Bouteflika ne sauraient être dissociés de la levée de l'état d'urgence, une mesure exigée par sa formation qui en a fait la requête par voie parlementaire.

"Le dossier de la levée de l'état d'urgence est actuellement au niveau de la commission de défense de l'APN. Le retard enregistré dans son traitement est dû au fait que le ministre de l'Intérieur ne s'est pas encore présenté devant cette commission afin de présenter ses arguments."

Le sujet de l'amendement du code de la famille, autre cheval de bataille du parti de Aboudjerra Soltani, a également été soulevé lors de cette rencontre, notamment sur la probable promulgation d'une ordonnance présidentielle pour faire passer ce texte.

"Nous sommes pour l'amendement du code de la famille à condition qu'il ne s'éloigne pas des préceptes de la Chariâa. Que ce texte soit adopté par le Parlement ou promulgué par ordonnance présidentielle, la position de notre parti ne changera pas à ce sujet. Nous avons le droit d'avoir un avis contraire", notera-t-il. Boumechra n'a cependant pas manqué de critiquer le gouvernement qui a "contourné les dis-

positions de la loi de finances 2005 adoptées par le Parlement" en usant d'un décret exécutif pour augmenter les prix des carburants. "Les députés, toutes tendances confondues, ont fait en sorte d'annuler toutes les dispositions qui pouvaient porter atteinte au pouvoir d'achat des citoyens. Mais le gouvernement en a voulu autrement. Ce genre de décision peut mettre à mal le projet de réconciliation nationale de Abdelaziz Bouteflika. Il serait judicieux de savoir qui en est l'auteur", s'interrogera-t-il. Certains journalistes feront cependant remarquer qu'une telle mesure ne peut être que celle du ministre des Finances, un des hommes de confiance de Bouteflika. "La question mérite d'être posée. Mais ne vous trompez pas, les décisions de Benachenhou ne sont pas forcément celles du président."

T. H.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE À BOUIRA

Une formation adéquate des agents pour humaniser les prisons

En visite d'inspection à Bouira, pendant la journée de ce mardi, le ministre de la Justice et Garde des sceaux, M. Tayeb Belaïa, a eu à présider la cérémonie de sortie d'une promotion d'officiers et de sous-officiers de l'Ecole nationale pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane, qui vient de suivre sa formation au niveau de l'annexe de M'sila.

D'après la déclaration faite par le ministre, à l'issue de la cérémonie de remise des prix aux meilleurs élèves, sa présence pour la sortie de cette promotion baptisée du nom de Sayah Djamel, un officier diplômé de cette école en 1994 et qui fut assassiné en 2001 à Sétif, et qui comprend 43 officiers et 51 adjoints dont 8 femmes, dénote de l'intérêt de la tutelle pour la formation et entre dans le sillage des recommandations faites par le président de la République lors de son intervention à l'ouverture de l'année judiciaire, à travers lesquelles il avait insisté sur l'humanisation des prisons et l'amélioration des conditions carcérales.

Aussi, le ministre avait-il insisté sur la qualité de la formation pour ces agents appelés à gérer les prisons et qui sont en contact permanent avec les prisonniers. Car, ajoutera le ministre, si le prisonnier se trouve dans un lieu privé de sa liberté, il n'en demeure pas moins que les agents et autres gardiens chargés de sa rééducation doivent avoir un bagage assez étoffé pour le préparer à la réinsertion dans la vie après avoir purgé sa peine.

Toujours est-il que le ministre s'est montré très satisfait par la qualité des matières dispensées dans les cycles de formation, notamment les modules relatifs aux droits de l'homme et l'informatique, ainsi que l'instruction paramilitaire dispensée à ces agents chargés de la gestion des prisons.

Pour rappel, l'Ecole nationale pénitentiaire de Sour-El-Ghozlane a été créée en 1991 sur décret exécutif n°91/223 du 14 juillet 1991. Depuis et avec ses deux annexes sises à Ksar Chellala et M'sila, plus de 9304 officiers, sous-officiers et agents d'administration et de rééducation y ont été formés.

Enfin, signalons que le ministre a visité auparavant le tribunal de Sour-El-Ghozlane où il a eu à constater de visu l'état d'exiguïté des lieux et les conditions difficiles dans lesquelles exercent les différents agents. Le ministre qui a eu à visiter plus tard le nouveau siège du tribunal en cours de réalisation et dont les travaux d'avancement sont à 25%, n'a pas omis de tancer les responsables du tribunal sur les lenteurs dans la délivrance des papiers notamment les casiers judiciaires, laquelle selon lui, ne devrait pas dépasser 20 minutes, ainsi que quelques jugements de droit civil.



Y. Y.

PRESSE-JUSTICE

Les délibérations renvoyées au 25 janvier

Les verdicts mis en délibéré pour hier, 11 janvier, ont été renvoyés au 25 du même mois. Le tribunal de Sidi-M'Hamed devait rendre son verdict dans l'affaire opposant la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à *El Watan* et *El Khabar*, suite à la publication d'une lettre "anonyme" dans laquelle des fonctionnaires de la police dénonçaient la gestion de Ali Tounsi et du secrétaire général de la DGSN.

Le procureur de la République près de cette juridiction avait, lors du procès qui s'est déroulé le 29 décembre dernier, requis six

mois de prison ferme à l'encontre de la journaliste et des deux directeurs de la publication.

La partie civile, elle, a estimé à 300 millions de dinars les dommages et intérêts. Le même jour pour offense au président de la République, une année de prison ferme a été requise contre le directeur du *Soir d'Algérie* et son chroniqueur Hakim Laâlam, suite à une chronique intitulée "La fessée" et publiée dans le journal *Liberté* en signe de solidarité avec cette publication, alors suspendue.

S. A.